



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

fonctionnement

Question écrite n° 1813

Texte de la question

Mme Chantal Robin-Rodrigo appelle l'attention de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, sur l'accès au droit des personnes atteintes de surdité. En effet, une intéressante initiative portée conjointement par le barreau de Lille et l'association lilloise « Juris'sourds » a dernièrement été concr tisi e dans ce domaine, via la mise en place de permanences juridiques spécifiques. Chaque premier mercredi du mois, les personnes sourdes de la métropole lilloise, voire de la région Nord - Pas-de-Calais, peuvent désormais bénéficier de consultations gratuites au sein de la Maison de l'avocat de Lille. Lancée le 4 avril 2001, cette opération, qui est une première en France, résulte de la prise de conscience des trop nombreuses difficultés rencontrées par des concitoyens à part entière pour qui le droit de se défendre demeure aujourd'hui encore trop souvent hors de portée. Or la demande de ce public serait importante, couvrant tous les domaines : civil, pénal, contrats et consommation, rapports de voisinage, etc. De là, et compte tenu du fait qu'il est indispensable que chaque citoyen puisse avoir pleinement accès au droit et à la justice, elle lui demande de lui préciser les mesures qu'il compte prendre afin de voir se généraliser sur l'ensemble du territoire national des permanences juridiques spécifiques à destination des personnes atteintes de surdité.

Texte de la réponse

Le garde des sceaux, ministre de la justice, fait connaître à l'honorable parlementaire que le soutien aux dispositifs permettant l'amélioration de l'accès au droit et à la justice des personnes atteintes de surdité fait partie intégrante des questions que les conseils départementaux de l'accès au droit ont vocation à examiner au titre de l'action menée en faveur de publics confrontés à des difficultés particulières pour faire valoir leurs droits. Les soixante-treize groupements d'intérêt public, institués à ce jour, sont garants de la définition et de la mise en oeuvre d'une politique d'accès au droit au plan départemental. L'adéquation de l'action des conseils départementaux de l'accès au droit aux besoins des citoyens implique un diagnostic partagé avec l'ensemble des partenaires, qu'il s'agisse des collectivités locales, des professions du droit, ou encore le secteur associatif, en vue de dégager des actions de qualité, et de participer le cas échéant à leur financement. A cet égard, l'existence d'une association spécialisée, comme en l'espèce l'association lilloise « Juris'sourds », constitue un support essentiel pour entreprendre une action destinée à assurer le déroulement de consultations juridiques selon des modalités adaptées. L'expérience menée conjointement avec la Maison de l'avocat de Lille illustre de plus la nécessaire complémentarité en ce domaine des compétences de professionnels d'horizons variés. La diffusion des informations relatives au bilan de ce dispositif à l'ensemble des conseils départementaux de l'accès au droit devrait contribuer à impulser, au plan local, de nouvelles initiatives en faveur de ces publics et de leurs familles.

Données clés

Auteur : [Mme Chantal Robin-Rodrigo](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (2  circonscription) - Députés n'appartenant à aucun groupe

Type de question : Question  crite

Numéro de la question : 1813

Rubrique : Justice

Ministère interrogé : justice

Ministère attributaire : justice

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 19 août 2002, page 2875

Réponse publiée le : 1er juin 2004, page 4092